INTITULÉ DE LA FORMATION : SUIVI ET EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

ESQUISSE DU PLAN

I. A PROPOS DE LA FORMATION

La conception de cette formation part du constat qu'en matière de politiques publiques, le pays fait face à d'énormes défis l'empêchant de s'engager réellement sur les voies de développement. A titre d'exemple, la pandémie Covid-19 a mis à nu la faiblesse de l'action publique en matière de santé dans le pays. Bien qu'Haïti fasse partie des pays les moins touchés par cette pandémie jusqu'à présent, néanmoins, au lendemain des premiers cas recensés, l'inquiétude était omniprésente en raison des faiblesses structurelles du système national de santé. Dans presque tous les domaines d'intervention publique, ce constat est patent. Parmi les défis majeurs en matière de politiques publiques en Haïti, il convient de mentionner, entre autres :

- Le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques souffre d'un déficit de transparence Il n'existe pas de cadre institutionnel et technique favorable à un processus ouvert, inclusif et transparent d'élaboration des politiques publiques en Haïti. Ce déficit de transparence au niveau de l'action publique ouvre en conséquence la voie à la corruption de masse et conduit à des choix de politiques publiques ne répondant pas aux besoins des citoyennes et des citoyens.
- Il y a une absence de culture d'analyse et d'évaluation des politiques publiques Indispensables à l'élaboration de politiques publiques cohérentes et efficaces, de rigoureux mécanismes de suivi et d'évaluation permettent de s'assurer que les politiques publiques atteignent leurs objectifs, d'identifier les difficultés susceptibles d'influer sur leur mise en œuvre et d'y répondre adéquatement. Mais cette phase est quasiment absente du cycle de vie des politiques publiques en Haïti.
- dans l'adoption et l'évaluation des politiques publiques Les citoyennes et les citoyens doivent être au centre du processus d'élaboration des politiques publiques. La société civile haïtienne devrait se mobiliser en faveur d'un environnement propice à l'élaboration de politiques publiques inclusives dans le pays. La population a besoin d'être sensibilisée aux enjeux des politiques publiques ainsi que sur son rôle dans leur cycle de mise en œuvre. Les organisations et les professionnels travaillant sur la question

des politiques publiques devraient prendre le leadership de cette campagne de sensibilisation et d'information à l'intention du grand public. Les citoyennes et les citoyens devraient se positionner en vigile afin d'éviter que les politiques publiques prennent des directions « anti-développement ».

Dans un contexte de défiance entre citoyens/citoyennes et les responsables publics, l'évaluation des politiques publiques peut jouer un rôle central. C'est dans cette perspective que l'OCID propose cette formation en « suivi et évaluation des politiques publiques » qui vise globalement à renforcer les capacités d'un certain nombre d'acteurs de la société civile et de la classe politique dans le domaine du suivi des politiques publiques.

II. PROFIL DES PARTICIPANTS ET DES PARTICIPANTES

Cette formation est adressée à environ 500 participants et participantes répartis de la manière suivante : d'une part, 200 intéressés parmi les jeunes et femmes certifiés en Socialisation politique (la formation réalisée d'octobre 2020 à mars 2021 par l'OCID) et d'autre part, 300 cadres d'organisations de la société civile (incluant des membres du réseau de bénévoles de l'OCID) et des partis politiques intéressés pour une formation en Suivi et évaluation des politiques publiques.

III. PROGRAMME DE FORMATION

Le programme de formation est réparti en neuf (9) modules, qui sont :

Module 1 : Introduction aux principes et méthodes du management public ;

Module 2 : Les politiques publiques : notion, fondement et portée ;

Module 3 : Le cycle d'élaboration des politiques publiques ;

Module 4 : Les fondamentaux de la mise en œuvre et du suivi des politiques publiques ;

Module 5 : L'évaluation des politiques publiques : principes, méthodes et outils ;

Module 6 : Étude de cas I : Bilan critique de la politique publique énergétique en Haïti ;

Module 7 : Étude de cas II : Bilan critique de la politique publique sur la lutte contre la corruption et l'impunité en Haïti ;

Module 8 : Étude de cas III : Bilan critique de la politique publique sur l'État de droit et la sécurité publique en Haïti ;

Module 9 : Principes et outils du Contrôle citoyen de l'action publique.

IV. <u>COMPÉTENCES MINIMALES ET APPRENTISSAGES VISÉS PAR CETTE</u> FORMATION

Les participant-e-s qui auront suivi et participé à ce programme de formation seront en mesure de :

- Comprendre l'importance, la nature et les limites des politiques publiques;
- Identifier les acteurs, les processus et les méthodes menant à l'élaboration de bonnes politiques publiques;
- Acquérir les méthodes et les bonnes pratiques d'un processus de suivi et d'évaluation des politiques publiques;
- Comprendre les principes et se servir des outils appropriés pour engager des actions de contrôle citoyen de l'action publique ;
- Mieux coopérer avec les institutions publiques dans les diverses actions du cycle des politiques publiques.

V. ORGANISATION DE LA FORMATION

Le cours est échelonné sur une période d'environ dix (10) semaines, à partir du 22 novembre 2021.

Période/durée	Éléments de contenu	Modes d'enseignement	Dates importantes	Intervenants-tes
		& d'apprentissage		
Semaine 1: Introduction aux principes et méthodes du management public	 Définition du management public Les principes du management public; Les méthodes du management public; Le manager public : son rôle, pouvoir, légitimité et ses contraintes. 	 Enregistrement –vidéo de synthèse du cours (20 minutes); Une visio-conférence : 1h30 minutes Notes de cours; Forum WhatsApp 	Du 22 au 28 nov 21 Visio-conférence : (25 nov. 21)	M. James Boyard
Semaines 2 et 3 : Les politiques publiques : notion, fondement et portée	 Concept de politique publique : distinction entre politique, stratégie, programmes, projets et mesures Fondement et portée d'une politique publique ; 	 Enregistrement –vidéo de synthèse du cours : (20 minutes); Une visio-conférence : 1h30 minutes Notes de cours; Forum WhatsApp 	Du 29 novembre au 12 décembre 2021 Visio-conférence : (9 déc. 21)	M. James Boyard
Semaines 4 et 5 : Le cycle d'élaboration des politiques publiques	 Formulation et conception d'une politique publique; Problèmes, enjeux, parties prenantes Cycle de vie des politiques publiques; 	 Enregistrement –vidéo de synthèse du cours : (15 minutes); Une visio-conférence : 1h30 minutes; Travaux pratiques Notes de cours; Forum WhatsApp 	Du 13 au 27 décembre 2021 Visio-conférence : (21 déc. 21)	M. James Boyard

Semaines 6 et 7: Les fondamentaux de la mise en œuvre et du suivi des politiques publiques ; & Étude de cas I : Bilan critique de la politique publique énergétique en Haïti.	 Planification des changements (règles, lois, institutions et organisations) Gestion des réformes; Étapes et principes du processus de mise en œuvre d'une politique publique; Mécanisme de suivi de la mise en œuvre d'une politique publique Aperçu de l'analyse de la politique publique en matière d'énergie en Haïti, ses forces et ses faiblesses, les pistes d'amélioration 	 Enregistrement –vidéo de synthèse du cours : (10 minutes); Une visio-conférence : 45 minutes; Notes de cours; Forum WhatsApp 	Du 10 au 23 janvier 2022 Visio-conférence 1: (14 janvier 22) Visio-conférence 2: (20 janvier 22)	M. James Boyard & Monsieur René Jean-Jumeau
Semaine 8 et 9: L'évaluation des politiques publiques: principes, méthodes et outils; & Étude de cas II: Bilan critique de la politique publique sur la lutte	 Evaluation des politiques publiques : ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas ; Le processus d'une évaluation Analyse des finalités. Organisation du déroulement (moment, durée, moyens, acteurs). Choix des méthodes et des outils ; 	 Enregistrement –vidéo de synthèse du cours : (10 minutes); Une visio-conférence : 45 minutes; Travaux pratiques Notes de cours; Forum WhatsApp 	Du 24 janvier au 6 février 2022 Visio-conférence 1: (27 janvier 22) Visio-conférence 2: (2 février 22) Visio-conférence 3: (4 janvier 22)	M. James Boyard & Madame Dilia Lemaire

contre la corruption et l'impunité en Haïti; & Étude de cas III : Bilan critique de la politique publique sur l'État de droit et la sécurité publique en Haïti.	 La phase préparatoire d'une évaluation; Les cahiers de charges et le plaidoyer. Aperçu de l'analyse de la politique publique en matière de lutte contre la corruption et l'impunité en Haïti, ses forces et ses faiblesses, les pistes d'amélioration; Aperçu de l'analyse de la politique publique en matière d'État de droit et sécurité publique en Haïti, ses forces et ses faiblesses, les pistes d'amélioration. 			
Semaine 10 : Principes et outils du Contrôle citoyen de l'action publique.	 Concept et objectifs du contrôle citoyen de l'action publique; Principes du contrôle citoyen de l'action publique; Bonnes pratiques en matière de contrôle citoyen de l'action publique; Défis pour la mise en œuvre d'initiatives de contrôle citoyen de l'action publique en Haïti et perspectives possibles. 	 Enregistrement – vidéo de synthèse du cours : (10 minutes); Une visio-conférence : 45 minutes; Notes de cours; Forum WhatsApp 	Visio-conférence	M. Abdonel Doudou M. Rosny Desroches M. Rico Chéristin

VI. DÉROULEMENT DE LA FORMATION

Chaque thème de la formation correspond à des présentations d'une vingtaine de minutes environ, divisées en séances de courtes-vidéos de 5-10 minutes et une synthèse au format PDF qui seront mises à la disposition des participant-e-s au fur et mesure. Des quiz ainsi que des exercices pratiques accompagneront chaque thème abordé. Pour accéder au prochain thème, les participant-e-s doivent d'abord compléter le thème précédent, c'est-à-dire : lire la synthèse, regarder les vidéos et faire les exercices proposés. Une visioconférence de 45 à 90 minutes sera réalisée par chaque intervenant-e de manière à consolider son enseignement et répondre aux différentes questions des participant-e-s.

Quatre (4) groupes WhatsApp, un par région (Ouest, Nord, Sud, Artibonite), seront constitués pour stimuler des interactions entre les participants/tes et les intervenants/tes, pour partager les vidéos et autres documents en rapport avec le cours. Les groupes WhatsApp seront ainsi formés :

- a) Pol Pub1 : participant-e-s des départements du Nord et du Nord-est ;
- b) Pol Pub 2 : participant-e-s des départements de l'Artibonite, du Nord-ouest et du Centre ;
- c) Pol Pub 3 : participant-e-s des départements de l'Ouest, du Sud-est et des Nippes ;
- d) Pol Pub 4 : participant-e-s des départements du Sud et de la Grand-Anse.

Les séances virtuelles seront enregistrées et seront disponibles sur la plateforme dédiée à la formation dans le souci de permettre aux participant-es de consulter au moment voulu les différentes présentations, surtout pour ceux et celles qui n'auront pas la chance de suivre en synchrone les visioconférences.

VII. CHARGE DE TRAVAIL

Chaque participant-e doit consacrer entre 2 à 3 heures par semaine pour compléter, individuellement ou en interaction avec ses pairs, chaque thème de la formation. Il/elle devra également réserver 45 à 90 minutes pour les visioconférences.

VIII. <u>COÛT DE LA FORMATION</u>

La formation est complètement gratuite.

IX. <u>CERTIFICATION</u>

Les participant-e-s qui auront satisfait les exigences fixées par l'OCID recevront un certificat de participation à la fin de la formation. Les exigences sont :

- Compléter l'intégralité de la formation : réaliser les exercices individuels et en groupe correspondant à chaque thème abordé; participer aux interactions sur le forum de discussions WhatsApp et consulter les ressources disponibles sur la plateforme;
- 2) Conduire des focus groups avec les acteurs de sa région en vue de recueillir leurs commentaires sur les principales recommandations d'un Rapport d'analyse des politiques publiques ciblées par OCID;
- 3) Participer à la séance de regroupement en fin de formation dans la ville la plus proche de sa commune (Cap-Haitien; Cayes; Port-au-Prince; Gonaïves).

X. <u>INSCRIPTION À LA FORMATION</u>

Pour s'inscrire à la formation, il suffit de cliquer sur le lien suivant et de remplir le formulaire d'inscription à partir du 9 novembre 2021: http://www.ocidhaiti.org/ocid/formations; ou d'aller sur le site web de l'OCID : ocidhaiti.org puis sur l'onglet « Formations ».

XI. PRINCIPAUX INTERVENANTS A LA FORMATION

- 1- Monsieur James Boyard, Professeur et Consultant. Professeur Boyard est détenteur d'un Master en Défense et Sécurité dans les Amériques, d'un Master en Défense et Sécurité Hémisphérique, et il poursuit des Études doctorales en Relations internationales.
- 2- Madame Dilia Lemaire, Avocate au Barreau de Port-au-Prince, Ancien membre du CSPJ. Maître Lemaire est détentrice d'une licence en droit et d'une Maitrise en aménagements de quartiers précaires- Quisqueya-UQAM.
- 3- Monsieur René Jean-Jumeau, Docteur en Génie Électrique et ancien Ministre chargé de la politique énergétique.
- 4- Monsieur Abdonel Doudou, juriste spécialisé en droit international des droits de l'homme, Directeur exécutif de Jurimédia et membre du Comité de pilotage de l'OCID.
- 5- Monsieur Rosny Desroches, Professeur de Philosophie et de Psycho-pédagogie, Ex-Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports. Directeur de l'Initiative de la Société Civile, membre du Comité de Pilotage de l'OCID.
- 6- Monsieur Rico Chéristin, Docteur en Sciences de l'éducation (Formation à distance & Elearning); détenteur d'un Master 2 en Sciences Humaines et sociales (Géographie), et coordonnateur des projets de l'OCID.